



L'état de l'environnement en Europe n'est pas bon : les atteintes à la biodiversité et les effets du changement climatique demeurent des défis majeurs à relever

Si des progrès significatifs ont été réalisés dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre et de la pollution atmosphérique, l'état général de l'environnement en Europe n'est pas bon, en particulier celui de la nature, qui continue de subir des dégradations, une surexploitation et une perte de biodiversité. Les effets de l'accélération du changement climatique constituent également un problème urgent, comme le souligne le rapport *l'Environnement en Europe 2025* (Europe's Environment 2025) publié aujourd'hui par l'Agence européenne pour l'environnement (AEE). Les perspectives de la plupart des tendances environnementales sont préoccupantes et présentent des risques majeurs pour la prospérité économique, la sécurité et la qualité de vie du continent européen.

Le [rapport l'Environnement en Europe 2025](#) souligne que le changement climatique et la dégradation de l'environnement constituent une menace directe pour la compétitivité de l'Europe, qui dépend des ressources naturelles. Il indique également que la réalisation de la neutralité climatique d'ici 2050 nécessite une gestion plus efficace et responsable des terres, de l'eau et des autres ressources. La protection des ressources naturelles, l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à celui-ci, ainsi que la réduction de la pollution, renforceront la résilience des fonctions vitales de la société qui dépendent de la nature, comme la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau potable et la protection contre les inondations.



Le rapport l'Environnement en Europe 2025 recommande vivement d'intensifier la mise en œuvre des politiques et des actions favorisant la durabilité à long terme, déjà approuvées dans le cadre du Pacte vert pour l'Europe. Ces actions sont conformes aux priorités de la Commission européenne pour la compétitivité qui sont l'innovation, la décarbonation et la sécurité.

Le rapport l'Environnement en Europe 2025 constitue l'analyse la plus complète de l'état actuel et des perspectives pour l'environnement, le climat et la durabilité du continent, sur la base de données provenant de 38 pays. Il souligne que l'Union européenne qui a réduit ses émissions de gaz à effet de serre et sa consommation de combustibles fossiles tout en doublant la part des énergies renouvelables depuis 2005, fait figure de chef de file mondial en matière d'efforts climatiques. Des progrès significatifs ont également été accomplis ces 10 à 15 dernières années en matière d'amélioration de la qualité de l'air, d'augmentation du recyclage des déchets et d'utilisation efficace des ressources. Les progrès réalisés pour un ensemble de facteurs favorisant la transition vers la durabilité, comme l'innovation, l'emploi vert et la finance durable, sont également source d'espoir.

Pour **Teresa Ribera**, vice-présidente exécutive chargée d'une transition propre, juste et compétitive : « Ce rapport rappelle brutalement que l'Europe doit maintenir le cap et même accélérer ses ambitions en matière de climat et d'environnement. Les récents événements climatiques extrêmes montrent à quel point notre prospérité et notre sécurité deviennent fragiles lorsque la nature se dégrade et que les effets du climat s'intensifient. Retarder ou reporter nos objectifs climatiques ne ferait qu'augmenter les coûts, aggraver les inégalités et affaiblir notre résilience. La protection de la nature n'est pas un coût. Il s'agit d'un investissement dans la compétitivité, la résilience et le bien-être de nos citoyens. En intensifiant l'action dès maintenant, nous pouvons construire une Europe plus propre, plus juste et plus résiliente pour les générations futures ».

Selon **Jessika Roswall**, commissaire à l'environnement, à la résilience en matière d'eau et à l'économie circulaire compétitive : « Bien que des progrès aient été accomplis, l'état de notre environnement est un appel clair à l'action pour continuer à réduire la pollution, à restaurer la nature et à protéger la biodiversité. Nous devons repenser le lien entre l'environnement et l'économie, et considérer la protection de la nature comme un investissement, et non comme un coût. Une nature saine est la base d'une société saine, d'une économie compétitive et d'un monde résilient, c'est pourquoi l'Union est déterminée à maintenir le cap sur ses engagements environnementaux ».

Wopke Hoekstra, commissaire au climat, à la neutralité carbone et à la croissance propre estime quant à lui que : « Le présent rapport renforce l'urgente nécessité pour l'Union de maintenir ses ambitions fortes en matière de climat. L'Europe, qui est le continent qui se réchauffe le plus rapidement, a été la première à constater les effets dévastateurs du changement climatique, comme en témoignent les graves incendies de forêt qui ont fait des ravages cet été. Les coûts de l'inaction sont énormes et le



changement climatique constitue une menace directe pour notre compétitivité. Il est essentiel de maintenir le cap pour préserver notre économie ».

Selon **Leena Ylä-Mononen**, directrice exécutive de l'AEE : « Nous ne pouvons pas nous permettre de réduire nos ambitions en matière de climat, d'environnement et de durabilité. Notre rapport l'Environnement en Europe 2025, élaboré conjointement avec 38 pays, expose clairement les connaissances fondées sur des données scientifiques et démontre pourquoi nous devons agir. Au sein de l'Union européenne, nous disposons des politiques, des outils et des connaissances nécessaires, ainsi que de décennies d'expérience en collaboration pour la réalisation de nos objectifs de durabilité. C'est maintenant que se joue notre avenir ».

Des défis complexes nous attendent

La biodiversité diminue dans les écosystèmes terrestres, marins et d'eau douce du continent en raison de la pression exercée par des modes de production et de consommation non durables, notamment dans le secteur de l'alimentation. Selon le rapport l'Environnement en Europe 2025, la détérioration de l'état de la biodiversité et des écosystèmes européens devrait se poursuivre dans les années à venir, les objectifs stratégiques convenus étant peu susceptibles d'être atteints d'ici à 2030.

De même, les ressources en eau de l'Europe sont soumises à une forte pression, le stress hydrique affectant un tiers de la population et du territoire européens. Selon l'Environnement en Europe 2025, il est essentiel de préserver les écosystèmes aquatiques sains, de protéger les bassins versants et de veiller à ce que les ressources en eaux souterraines soient reconstituées pour garantir la résilience future de l'Europe dans le domaine de l'eau.

En ce qui concerne le changement climatique, l'Europe est le continent qui se réchauffe le plus rapidement au monde. Le climat y évolue à un rythme alarmant, menaçant la sécurité, la santé publique, les écosystèmes, les infrastructures et l'économie. La fréquence et l'ampleur croissantes des catastrophes liées au climat, ainsi que la certitude que le climat continuera à changer malgré les efforts ambitieux de l'Union pour l'atténuer, soulignent l'urgente nécessité d'adapter la société et l'économie européennes, tout en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte.

Ces défis majeurs exigent de repenser les liens entre notre économie et l'environnement naturel, à savoir la terre, l'eau et les ressources naturelles, indique encore l'Environnement en Europe 2025. Ce n'est qu'en rétablissant l'environnement naturel en Europe que l'on pourra maintenir une économie compétitive et une qualité de vie élevée pour les citoyens européens.

Intensification et généralisation

Selon le rapport l'Environnement en Europe 2025, il est urgent de changer radicalement les systèmes de production et de consommation, en veillant à décarboner l'économie, à opérer une transition vers une économie circulaire et



durable, à réduire la pollution et à assurer une gestion responsable des ressources naturelles. Les politiques de l'Union, y compris le Pacte vert pour l'Europe, offrent une trajectoire claire pour opérer cette transition.

Le rapport met particulièrement l'accent sur les efforts de restauration des habitats par le biais de « solutions fondées sur la nature », qui renforceront la résilience et contribueront aux efforts d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Il souligne également la nécessité de décarboner les principaux secteurs de l'économie, en particulier le secteur des transports, et de remédier aux émissions provenant de l'agriculture. L'augmentation de la circularité pourrait réduire la dépendance de l'Europe à l'égard des importations d'énergie et de matières premières critiques. En outre, en investissant dans la transition écologique et numérique de son industrie, l'Europe peut améliorer sa productivité et devenir un chef de file mondial en matière d'innovation verte, en développant des technologies permettant de décarboner des secteurs qui éprouvent des difficultés à le faire, comme l'acier et le ciment.

La situation au Luxembourg

Au cours des dernières décennies, le Luxembourg a su allier une croissance économique et démographique remarquable à des politiques environnementales ambitieuses afin de concilier prospérité et responsabilité environnementale. Le pays a notamment réussi à réduire ses émissions de gaz à effet de serre, à améliorer la qualité de l'air, à instaurer une taxe carbone, à promouvoir les énergies renouvelables et à investir massivement dans la mobilité durable, notamment dans les transports publics. Des progrès ont également été réalisés dans des domaines tels que le traitement des eaux usées, la gestion des déchets et l'utilisation de matières premières secondaires.

Toutefois, ce modèle présente des limites, car le Luxembourg reste fortement dépendant des combustibles fossiles, notamment pour le transport routier, et son économie est relativement intensive en carbone. La biodiversité est menacée par la dégradation des habitats, la fragmentation des paysages et le déclin des forêts causé par le changement climatique. Les ressources en eau, bien que relativement bien gérées, ne répondent pas encore aux attentes en matière de qualité. Malgré l'amélioration des systèmes de traitement, la production de déchets n'a pas diminué, ce qui soulève des inquiétudes quant à la durabilité des habitudes de consommation et de production.

Néanmoins, le pays a mis en œuvre des approches innovantes, comme des pactes environnementaux avec les municipalités et les entreprises, ou encore son système unique d'« écopoints », qui valorise la valeur écologique des biotopes. À l'avenir, le pays devra toutefois relever de nombreux défis pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, revitaliser les forêts, préserver la biodiversité, améliorer la qualité de l'eau et développer une économie véritablement circulaire. Ces objectifs sont rendus plus difficiles à atteindre par la croissance démographique continue et les déplacements transfrontaliers, qui exercent une pression supplémentaire sur l'environnement et



alimentent les débats sur la viabilité à long terme du modèle de croissance du Luxembourg.

Contexte

L'AEE publie un rapport sur l'état de l'environnement tous les cinq ans, conformément à son règlement. Le rapport l'Environnement en Europe 2025 est le septième rapport de ce type publié par l'AEE depuis 1995. Il fournit des informations scientifiques solides qui nous aident à comprendre comment répondre aux immenses et complexes défis auxquels nous sommes confrontés, tels que le changement climatique, l'appauvrissement de la biodiversité et la pollution de l'air et de l'eau.

Le rapport l'Environnement en Europe 2025 a été établi en étroite collaboration avec l'AEE et le réseau européen d'information et d'observation pour l'environnement (Eionet). Il s'appuie sur l'expertise approfondie du réseau Eionet qui réunit des experts et des scientifiques de renom dans le domaine de l'environnement, issus des 32 pays membres et des six pays coopérants de l'AEE.